



## CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE D'ENERGIE

Entre les soussignés :

- Le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par ....., Président du Conseil Départemental, dûment habilité à signer la présente convention par délibération .....  
Ci-après dénommé le Département des Hautes-Pyrénées,

- Le Syndicat Départemental d'Énergie des Hautes-Pyrénées, représenté par son Président François Fortassin, dûment habilité à signer la présente convention par délibération en date du 19 décembre 2014,  
Ci-après dénommé le SDE65,

- La Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, représentée par Charles HABAS, dûment habilité à signer la présente convention par délibération .....  
Ci-après dénommée le Grand Tarbes

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

### ARTICLE 1 : PREAMBULE ET OBJET DE LA CONVENTION

Les différentes parties prenantes ont apprécié l'opportunité de fédérer leur action en se constituant en groupement de commandes pour l'achat d'énergie destinée à l'alimentation des points de consommation de leurs bâtiments ou équipements.

Cette action s'inscrit, d'une part, dans les principes de libéralisation des marchés de l'énergie, d'autre part, dans la volonté réciproque d'une amélioration des services associés à la fourniture d'énergie et dans la mise en place d'une démarche éco responsable, visant à permettre des économies d'échelle par la mutualisation des procédures de passation des marchés et par la massification de la commande.



Considérant que le code des marchés publics prévoit dans son article 8-I.2° la possibilité de créer des groupements de commandes notamment entre collectivités territoriales et établissements publics locaux, le Département des Hautes-Pyrénées, le SDE65, le Grand Tarbes et les autres membres adhérents conviennent par la présente convention de se regrouper, en vue de la passation de marchés publics et/ou accords-cadres relatifs à la fourniture d'énergie. Les marchés publics et/ou accords-cadres passés dans un premier temps consisteront à répondre au besoin commun des membres d'acheter de l'électricité pour assurer l'alimentation et le fonctionnement des bâtiments et des équipements dont ils ont la gestion.

Les membres se réservent la possibilité, ultérieurement, de centraliser leurs besoins relatifs à de la fourniture d'énergie au sens large.

**La présente convention vise principalement à :**

- définir les modalités de fonctionnement du groupement, notamment en précisant les missions respectives et les responsabilités de chacune des parties ;
- optimiser les conditions économiques de l'opération.

**ARTICLE 2 : DUREE ET EFFET DE LA CONVENTION**

La présente convention sera exécutoire dès sa notification par le SDE65 aux collectivités membres, et jusqu'à la fin des différents marchés et/ou accords-cadres conclus (y compris période de reconduction éventuelle) au titre de cette convention. Elle ne pourra pas être dénoncée par les membres du groupement, sauf cas de force majeure.

**ARTICLE 3 : LES MEMBRES DU GROUPEMENT**

- Les membres "fondateurs" du groupement: ils sont les signataires de la présente convention constitutive, à savoir :
  - le Département des Hautes-Pyrénées,
  - le Syndicat Départemental d'Énergie des Hautes-Pyrénées,
  - la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes.
- Les autres membres du groupement: le groupement de commande est ouvert aux collectivités, établissements publics, groupements d'intérêt public, sociétés d'économie mixte, bailleurs sociaux dont le siège est situé dans le département des Hautes-Pyrénées.

**ARTICLE 4 : LE COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Le SDE65 est désigné coordonnateur du présent groupement par l'ensemble des membres adhérents. Il dispose de la qualité de pouvoir adjudicateur au sens du code des marchés publics.



## **ARTICLE 5 : ADHESION ET RETRAIT DES MEMBRES**

Chaque membre adhère au groupement suivant un processus décisionnel conforme à ses règles propres et après avoir défini ses besoins. Cette décision est notifiée au coordonnateur.

L'adhésion au groupement d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Cependant, tout nouveau membre ne pourra pas prendre part à un accord-cadre ou un marché en cours. En conséquence, cette adhésion ne pourra prendre effet qu'à l'occasion du lancement d'une future procédure de passation d'un accord-cadre ou d'un marché public. Pour intégrer le groupement et participer au premier accord-cadre lancé pour la fourniture d'électricité, les nouveaux membres adhérents devront avoir communiqué leur décision effective ainsi que leurs besoins avant une date butoir fixée par le coordonnateur préalablement au lancement de l'accord-cadre. Les dates butoirs suivantes pour les prochains accords-cadres seront fixées en temps voulu.

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante ou par une décision de l'instance autorisée de l'adhérent concerné. Cette décision est notifiée au coordonnateur. Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution des marchés ou accords-cadres, le retrait ne prend effet qu'à leur expiration.

Les membres du groupement acceptent le retrait ou l'adhésion d'un membre sans pouvoir s'y opposer.

## **ARTICLE 6 : MISSIONS ET OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR**

Les missions du coordonnateur décrites ci-après sont applicables que ce soit à un marché public, un accord-cadre ou un marché subséquent, dans le respect des règles prévues par le code des marchés publics:

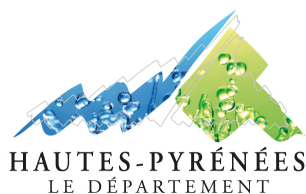
- assister les membres du groupement dans la définition de leurs besoins et centraliser ces besoins. A cet effet, il est habilité par les membres à solliciter, si besoin, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison auprès du gestionnaire du réseau de distribution et des fournisseurs ;
- définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation et procéder notamment au choix des procédures appropriées ;
- élaborer l'ensemble des dossiers de consultation, en fonction des besoins définis par les membres. Ces derniers auront la possibilité de valider les documents avant le lancement des consultations ;
- assurer le déroulement des opérations de la consultation notamment :
  - envoi à la publication des appels publics à la concurrence,



- assurer la diffusion des dossiers de consultation, la réception des offres et leur ouverture,
  - organiser les travaux liés à la commission d'appel d'offres (convocation, procès-verbaux...),
  - gestion des courriers relatifs à l'analyse des offres notamment les compléments de candidatures, les négociations, les demandes de précision,
  - informer les candidats non retenus du rejet de leur offre,
  - envoi des marchés au contrôle de légalité le cas échéant,
  - signature et notification des accords-cadres et marchés,
  - envoi à la publication des avis d'attribution,
  - diverses missions prévues par le code des marchés publics relevant de la compétence du pouvoir adjudicateur.
- transmettre aux membres, les documents nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne ;
  - faciliter la gestion des litiges ou difficultés rencontrés par un des membres du groupement avec les titulaires des marchés ;
  - gérer, le cas échéant, les contentieux survenus, dans le cadre des procédures de passation des marchés.

## ARTICLE 7 : MISSIONS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

- Chaque membre du groupement s'engage à :
  - respecter l'objet du groupement,
  - transmettre l'étendue de ses besoins à satisfaire, par point de livraison dans les délais fixés par le coordonnateur et préalablement à la constitution du marché ou accord-cadre,
  - informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation de ces marchés,
  - exécuter les marchés conformément aux dispositions prévues aux cahiers des charges,
  - s'acquitter des factures qui lui sont adressées directement par les titulaires des marchés, chaque membre du groupement étant titulaire de son marché,
  - gérer le cas échéant la passation des avenants et les transmettre au coordonnateur pour information.
- Les membres "fondateurs":
  - désignent des représentants qui constitueront un comité technique, afin de procéder à l'analyse des offres des accords-cadres et marchés qui les concernent. Le comité technique apportera, de manière globale, un appui technique au coordonnateur du groupement lorsque cela sera nécessaire.
  - assistent le coordonnateur dans la mise en œuvre de sa mission de centralisation du besoin des autres membres adhérents.



- Le Département des Hautes-Pyrénées s'engage à assurer le relais d'information et de communication auprès des collèges dont le Département des Hautes-Pyrénées est en charge.

## **ARTICLE 8 : LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article 8-VII du code des marchés publics, la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres est celle du coordonnateur.

En tout état de cause, ses missions et ses règles de fonctionnement sont celles définies par le code des marchés publics en vigueur.

## **ARTICLE 9 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

Les coûts générés par le fonctionnement du groupement sont pris en charge par le SDE65. Le coordonnateur ne recevra aucune rémunération du fait de sa fonction dans le groupement. Il ne sera pas indemnisé des frais occasionnés par la gestion des procédures du groupement.

## **ARTICLE 10 : RESPONSABILITE DU COORDONNATEUR**

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir du fait de son activité. Il est seul responsable, vis à vis des tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions. Il contracte à cet effet toute assurance utile, notamment en responsabilité civile.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

Les éventuelles modifications de la présente convention du groupement doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

La modification prend effet lorsque l'ensemble des membres a approuvé les modifications.

## **ARTICLE 12 : CONTENTIEUX**

Le cas échéant, les Parties se réservent la possibilité de solliciter un règlement amiable du litige. A défaut d'accord amiable entre les Parties, toute contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera du ressort du tribunal administratif de Pau.



Fait et accepté  
A Tarbes, le .....

**Pour le Département  
des Hautes-Pyrénées,  
Le Président du Conseil Départemental,**

**Michel PÉLIEU**

Fait et accepté  
A Tarbes, le.....

**Pour le Syndicat Départemental d'Energie des  
Hautes-Pyrénées  
Le Président du Conseil Syndical,**

**François FORTASSIN**

Fait et accepté  
A Tarbes, le.....

**Pour la Communauté d'Agglomération  
du Grand Tarbes,  
Le Président du Conseil Communautaire,**

**Charles HABAS**